

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 27 AVRIL 1979 - N° 904

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Occupation à Manufrance

Conformément à la décision qu'ils avaient prise, si aucune solution n'était trouvée pour le redémarrage de l'entreprise, les travailleurs de Manufrance occupent l'usine depuis mercredi soir 18 heures.

Le gouvernement, qui avait promis une aide substantielle, s'est contenté d'accorder une somme de 22 millions dont 12 devaient déjà être versés depuis janvier 1978. Aucune solution de rachat n'est en vue, Bidermann et la société suisse s'étant désistés.

Le tribunal de commerce de Saint-Etienne a donné jusqu'à la fin de cette semaine pour que l'entreprise trouve un éventuel acquéreur. Au-delà de cette date, la liquidation des biens de l'entreprise sera prononcée.

Sidérurgie : de nouvelles actions à Fos, Dunkerque et Denain

Lire en page 3

Dans *Le Quotidien du Peuple* du samedi 28 avril

Contraires au sein du peuple CFDT : Quel «recentrage» ?

Notre dossier : Des luttes qui ont ouvert une brèche dans le mur du chômage

L'ESCALADE VERBALE DU RPR

Lire notre article en page 5



La «paix» signée, Recrudescence des bombardements israéliens au Sud-Liban

Tandis que mercredi, les représentants d'Israël et de l'Egypte procédaient à l'échange des instruments de ratification du traité de paix séparée, l'Etat sioniste poursuivait avec vigueur ses bombardements sur le Sud-Liban.

Pour la seule journée de mercredi, les tirs de l'artillerie à longue portée israélienne ont provoqué la mort de 8 civils et en ont blessé 52 autres. Les camps palestiniens de Rachidieh, de Bourj El-Chemali et de Bass ont à nouveau été bombardés, la ville de Tyr a été particulièrement éprouvée. Le bilan de l'agression sioniste de ces derniers jours est particulièrement lourd : il s'élève à 28 morts dont 4 enfants.

Israël avec l'aide de ses alliés d'extrême-droite libanais semble vouloir faire le vide au Sud du Liban d'où le contingent norvégien de la FINUL, cible des bombardements sionistes, menacerait de se retirer. Le président Sarkis a déclaré qu'il n'est pas possible que le Liban «supporte seul le fardeau et les conséquences du conflit du Proche-Orient» et a rappelé qu'il avait «pressé» les Nations Unies «d'intervenir rapidement pour mettre un terme aux graves agressions contre le Liban». Le conseil de sécurité a finalement décidé mercredi soir de se réunir dans la nuit en «consultations».

Lire en page 8

La parution du Quotidien du Peuple pour le 1^{er} mai

Le numéro du *Quotidien du Peuple* qui paraîtra sur 16 pages, comme chaque fin de semaine, sera le numéro spécial du 1^{er} mai. Les lecteurs, les diffuseurs qui souhaitent en faire une diffusion exceptionnelle doivent sans tarder nous en passer commande en téléphonant au 636 73 76.

Par ailleurs un numéro normal paraîtra lundi après-midi à Paris. Ce numéro parviendra en province selon les cas, soit mardi matin soit mercredi matin. Nos lecteurs retrouveront ensuite le *Quotidien du Peuple* comme à l'habitude les jours suivants.

L'eau, la vie, l'argent

La pollution des eaux a considérablement augmenté depuis le début du siècle, au point de devenir massive et de faire pousser des cris d'alarme aux administrations responsables de la gestion des eaux.

Ce sont ces mêmes administrations qui sont responsables de cette pollution, par leur laisser-faire passé et présent.

Cette pollution arrive à des stades tels qu'on en vient aujourd'hui à considérer l'eau propre comme une substance rare alors qu'une très faible proportion en est utilisée. D'où vient cette pollution ? Comment se propage-t-elle ?



LA POLLUTION DES EAUX CONTINENTALES

Philippe SANTERRE

Les sources de pollutions

Au début du siècle, la France comptait environ 40 millions d'habitants, qui utilisaient déjà pour leurs besoins domestiques d'assez grandes quantités d'eau. Et pourtant, les pollutions étaient loin d'atteindre des situations comparables à celle d'aujourd'hui. Les rivières étaient généralement de bonne qualité. On pouvait pêcher en aval de Paris et les stations d'épuration n'existaient pratiquement pas. Or, aujourd'hui, en France, pour passer en revue les activités polluantes, il faudrait citer toutes les activités de l'homme. Aussi regarde-t-on les trois grandes activités principales : domestiques, agricoles, et industrielles.

Les pollutions domestiques

Cette pollution a toujours existé, mais évolue beaucoup plus vite que l'accroissement de la population. Autrefois, principalement constituée des déchets de l'alimentation (épluchures, eaux d'hygiène), elle comprend aujourd'hui de nombreux produits difficilement destructibles, tels que les emballages perdus de plastique ou de verre, les détergents de toutes sortes. Le développement de villes gigantesques accentue doublement cette pollution. Les déchets de l'alimentation ne servent plus à faire du compost, les emballages ne servent plus qu'une fois, et ces ensembles mélangés, accumulés dans les

mêmes poubelles, se traitent très difficilement ; les verres et plastiques ne pourrissent pas, ne brûlent pas ou libèrent des produits toxiques. Le temps est révolu, au siècle dernier, où Victor Hugo déplorait que les égouts de Paris charrient tant de matériaux qui auraient constitué un excellent fumier ! Sans compter le gaspillage d'énergie que représente la fabrication des bouteilles par exemple !

Quelques expériences sont menées actuellement sur le triage des ordures ménagères. Les méthodes utilisées consomment à leur tour beaucoup d'énergie.

La pollution agricole

Dans les méthodes d'exploitation agricole, la course effrénée au rendement des terres entraîne un recours de plus en plus important aux engrais et pesticides pour compenser l'appauvrissement des terres. Une bonne partie de ces produits répandus à la volée (par-

fois par avion) se retrouve soit directement, soit après un ruissellement des eaux, dans les rivières. Une autre fraction importante est dissoute et infiltrée dans le sol avec les eaux de pluie et va rejoindre la nappe phréatique (voir encart : la pollution par les nitrates).

Les pollutions industrielles

Il s'agit ici des sources de pollution les plus importantes tant pour l'eau que pour le reste de l'environnement. Dans de nombreux procédés industriels, l'eau intervient soit pour constituer des solutions (bains métalliques pour le chromage ou les autres traitements de surface), pour nettoyer ou pour refroidir. C'est le refroidissement qui consomme le

plus d'eau. Les centrales thermiques et nucléaires utilisaient en 1973, à elles seules, plus de 40 % de l'eau utilisée en France. Ces eaux ne sont en général pas salées mais rejetées après utilisation, plus chaudes, en rivières. Mais les conséquences sont multiples : d'une part la flore et la faune peuvent s'en trouver transformées, mais aussi l'eau chaude con-

tient moins d'oxygène que l'eau froide. Et c'est l'oxygène de l'eau qui permet son épuration. Donc, plus une eau est froide et agitée, plus sa capacité d'autoépuration est forte. En fin de compte, les rejets d'eau chaude, s'ils ne polluent pas directement les rivières, les empêchent de se régénérer.

Après les centrales, la palme des pollutions revient aux papeteries, qui rejettent acides et soude. Une seule papeterie de la région de Rouen rejette une pollution équivalente à celle d'un million d'habitants ! Il s'agit là de produits chimiques plus résistants que les déchets organiques que produit l'industrie agro-alimentaire, un des plus gros pourvoyeurs de pollution. On sait très bien traiter de telles pollutions, encore faut-il vouloir le faire. Enfin, nous terminerons la liste des nuisances industrielles par les hydrocarbures provenant des raffineries et des stockages ; sur la carte des eaux souterraines de Rouen, les raffineries sont soulignées par une grande auréole de pollution et les métaux lourds (plomb, mercure, chrome...). Ces métaux ont la triste propriété de se concentrer chez les animaux aquatiques et ceux qui les mangent (oiseaux, hommes) et constituent des toxiques dangereux que l'on ne sait pas épurer.

1 kg de plomb

dissous suffit à rendre inconsommables 20 millions de litres d'eau.

1 kg d'hydrocarbure

20 millions de l. d'eau

1 kg de phénol

200 millions de l. d'eau

1 kg de nitrates

22 mille litres

1 kg de sel

5 000 litres

La pollution par les nitrates

Les chercheurs de l'Université Pierre et Marie Curie (Paris) ont effectué un recensement des analyses d'eaux souterraines (sources et puits) sur 2 683 points du bassin de la Seine. Ils estiment que la teneur

La propagation des pollutions

Les conséquences de ces pollutions sont diverses pour les eaux suivant les chemins qu'elles prennent, et les types de pollutions.

Les pollutions organiques

Les pollutions organiques ont la propriété de se dégrader assez facilement. Cette dégradation est d'autant plus rapide qu'il y a plus d'oxygène dans l'eau, donc que l'eau est froide et agitée. Cependant, elle reste une des pollutions les plus importantes en quantité et dépasse de beaucoup ce que les rivières sont capables de «digérer». Les eaux souterraines, quant à elles, ont souvent un filtre naturel que constitue la terre ; et la vitesse de circulation de l'eau dans les roches est suffisamment lente pour que généralement la zone polluée soit assez réduite. Mais là encore, si la nature est capable de digérer une certaine quantité de pollution, celle-ci n'est pas illimitée (voir encart : pollution des nitrates). Dans le cas de rivières souterraines et de réseaux karstiques,

la sensibilité du milieu à ces pollutions est comparable à celle des rivières. Dans les lacs, les conséquences de la pollution organique sont très différentes. Les lacs sont des stocks où le renouvellement de l'eau est faible. Comme les pollutions organiques contiennent généralement des nitrates et des phosphates, elles constituent d'excellents engrais. Aussi, les algues et la végétation s'y développent fortement. Ils finiront par pourrir sur pied ; c'est l'eutrophisation du lac. Les déchets organiques s'accumulent et l'oxygène disparaît. Le lac se transforme en une sorte de marais profond. S'il contenait des truites, celles-ci ont disparu pour laisser la place aux carpes. Périodiquement, les lacs doivent être nettoyés et la végétation coupée.

Les pollutions chimiques et les toxiques

La pollution chimique se dégrade beaucoup moins vite et parfois pas du tout. De ce fait, la pollution chimique d'une rivière détruit tout sur son passage (ex : les déversements d'acroléine par PUK à Pierre-Bénite dans le Rhône), mais elle est généralement brève car elle est évacuée avec l'écoulement de l'eau. Elle n'est durable que dans la mesure où les berges retiennent des polluants. La pollution chimique accidentelle est bien plus grave pour les eaux souterraines et les eaux des lacs et étangs. Pour les nappes souterraines parce qu'elle est durable dans la mesure où la nappe s'écoule beaucoup plus lentement qu'une rivière et les polluants diffusent plus. En cas de forte pollution chimique accidentelle, c'est à la fois pour longtemps et sur une grande surface que la nappe

peut être polluée. En milieu calcaire karstique, où on observe pourtant les vitesses de circulation souterraine les plus élevées, il faut souvent plusieurs années de pompage pour vidanger les polluants contenus. Le phénomène s'est produit plusieurs fois pour les huiles de vidange jetées dans des puits perdus. Dans le cas des eaux stagnantes (lacs, étangs), la pollution reste et se concentre dans les organismes vivants. Si elle n'est pas évacuée par un nettoyage complet du lac ou de l'étang, elle est recyclée indéfiniment.

En fait, les eaux de rivières et de lacs sont plus sensibles à la pollution que les eaux souterraines, mais une pollution massive a des conséquences plus durables et plus graves pour les eaux souterraines et de lacs que pour les rivières.

moyenne en nitrates de l'eau des nappes phréatiques est de 20,3 milligrammes par litre alors que la teneur naturelle est estimée à 5 milligrammes, et sur 8 % de la surface du bassin, les eaux ont une teneur supérieure à 40 milligrammes. Ils constatent que les teneurs supérieures à 10 milligrammes se trouvent sous les zones urbaines ou de grandes cultures tandis que sous les forêts, les régions de bocage et les prairies, les teneurs sont toujours inférieures à 10 milligrammes. Enfin, ils estiment qu'à ce rythme là, où les teneurs sont comprises entre 10 et 40 milligrammes par litre, elles dépasseront 40 milligrammes d'ici la fin du siècle.

Une précision : la limite de teneur en nitrates pour l'eau potable est de 44 milligrammes par litre.

Usinor - Dunkerque

ECHEC DES MANOEUVRES DE LA DIRECTION

Lundi 24, la direction a échoué dans sa manœuvre pour faire reprendre les hauts fournistes, la majorité des sidérurgistes sont revenus dans les secteurs mais ont refusé de servir de masse de manœuvre contre les grèves. D'autre part, les hauts fournistes se sont donnés les moyens de poursuivre leur mouvement.

Face à cet échec, la direction a pris de nouvelles mesures, allant plus loin dans la répression du droit de grève. Mardi à 13 heures s'est tenue une AG des hauts fournistes, les 200 ouvriers présents ont manifesté leur volonté unanime de continuer. Ils ont appris que le HF 2 reprenait, ce dont la direction s'était vanté dans *La Voix du Nord*. Il faut savoir que le HF 2 ne peut pas faire couler de la fonte tout de suite car il contient pour l'instant un mélange de fonte et de coke inutilisable ; tout est à jeter dans la fosse à laitier. Dans le meilleur des cas (pour la direction), la production ne pourrait pas reprendre avant la fin de la semaine.

La reprise concerne essentiellement la maîtrise et ils ont fait revenir des gars de Denain qui ont été mutés à Dunkerque depuis plusieurs mois, renvoyés à Denain lors du lock-out puis recherchés. La ma-

rité de ces ouvriers sont des hauts fournistes de Denain et des travailleurs immigrés. La direction a fait pression sur ces derniers en exerçant un chantage sur les cartes de travail, sur les mutations et sur les licenciements, appliquant ainsi les lois sur l'immigration qui sont en train d'être adoptées.

Après l'AG, les gars se sont rendus en masse au HF 2 pour discuter avec ceux de Denain, ils ont trouvé en face d'eux des dizaines et des dizaines de cadres et d'agents de maîtrise. La maîtrise faisait une double haie devant les vigiles, empêchant le dialogue de s'effectuer avec les hauts fournistes ; seuls les délégués ont pu franchir le barrage.

La section syndicale CFDT a sorti immédiatement un tract dénonçant la manœuvre de la direction, expliquant dans quelles conditions les gars de Denain ont été amenés à Dunkerque et proposant la grève comme

riposte : «*La section syndicale CFDT d'Usinor-Dunkerque appelle tous les travailleurs à une riposte immédiate. Nous demandons à tous les travailleurs de se réunir dans tous les ateliers et de se mettre en grève pour le retrait immédiat par la direction de tous les fondeurs de Denain, le retrait immédiat des hauts fourneaux de la maîtrise et des cadres extérieurs aux hauts fourneaux.*» La CGT a également sorti un tract centré essentiellement sur la dénonciation de pressions faites par la direction sur les travailleurs immigrés pour porter atteinte au droit de grève.

Jeudi, il y aura des réunions dans les ateliers pour riposter. Aujourd'hui, il est difficile de ne pas appeler à la grève générale sur Usinor-Dunkerque ; toutefois, la mobilisation est assez inégale. La CGT est pour partir en grève après le redémarrage des hauts fourneaux mais mieux vaut prendre les devants ; la CFDT de Dunkerque a demandé aux sections syndicales de Denain de marquer le coup jeudi à Denain pour protester contre l'utilisation des gars de Denain à Dunkerque.

Solmer (Fos-sur-Mer)

DE NOUVELLES ACTIONS

Mercredi à 9 h du matin se tenait une AG qui devait examiner la situation de la lutte et déterminer de nouvelles actions ; le travail d'information appelé à l'AG fait par l'UIS-CFDT ainsi que par la CGT a porté ses fruits : 1 000 à 1 500 travailleurs étaient présents et mobilisés à l'AG, ce qui augmentait la confiance dans la lutte.

LES MANOEUVRES PATRONALES MISES A MAL

La direction de Solmer pensait faire rentrer les travailleurs après l'annonce des 8 licenciements. Dès 8 h 30, une dizaine de membres de l'AOP (RPR) - Solmer étaient devant l'usine, distribuant un tract demandant que la reprise du travail soit discutée à l'AG, qu'il «*fallait que les syndicats CGT et CFDT acceptent le vote dans l'éventualité de la reprise*», appelant comme par hasard la direction à lever les sanctions, bien qu'ils dé-

sapprouvent les actions qui sont reprochées aux licenciés. Des centaines de leurs tracts jonchaient le sol, les travailleurs signant eux une lettre comme quoi ils étaient à inclure dans les actions que l'on reprochait aux 8 licenciés (6 syndiqués CGT - 2 syndiqués CFDT).

POUR SUIVRE L'ACTION

Une proposition pour partir en cortège sur Martigues et Port-de-Bouc pour populariser notre action et appeler à la solidarité était immédiatement appliquée par la grande majorité des participants qui défilèrent pendant deux heures tout en bloquant les routes. L'objectif final était la chambre de commerce, mais arrivés à Martigues l'objectif était modifié, entraînant une certaine confusion. Un barrage de militants syndicaux a tenté de détourner les travailleurs sur la préfecture, à Marseille, mais

ceux-ci étant venus pour occuper l'Union métallurgique de Moselle, ont critiqué cette position. Beaucoup de camarades sont alors rentrés chez eux. D'autres actions doivent être décidées mais la vigilance s'impose sur les buts à atteindre ; mardi soir des réunions ont été appelées sur Martigues et Port-de-Bouc, d'autres devaient suivre pour poursuivre la mobilisation des autres camarades qui n'étaient pas présents à l'AG.

GREVE AUSINOR-LONGWY

Les aciéristes d'Usinor-Longwy se sont mis en grève mercredi après-midi pour protester contre la décision de la direction de muter douze sidérurgistes dans d'autres équipes. Il s'agissait là d'une tentative de mise en place de son plan de restructuration.

Usinor-Denain : après l'occupation mardi du canal à grand gabarit

QUELLES ACTIONS ENTREPRENDRE ?

Les travailleurs d'Usinor-Denain sont passés une nouvelle fois à l'action en ce début de semaine en bloquant mardi, toute la journée, l'écluse du canal à grand gabarit de la région, où transite et circule un trafic important.

A cette action ont participé 400 travailleurs environ qui se sont relayés pour la mener à bien durant toute la journée. Appartenant aux

Il s'agissait bien entendu par cette action, selon les propres termes d'un délégué CFDT, de recréer un certain dynamisme, et après le 6 avril «*de refaire un peu parler de Denain.*» «*Ce sont d'ailleurs les gars eux-mêmes qui s'impatientsaient un peu de ne plus voir d'actions spectaculaires sur Denain.*» En choisissant cette forme d'action, les travailleurs, outre l'aspect dynamisant, recherchaient également une certaine efficacité immédiate, propre à gêner économiquement le trust Usinor : «*Quand les gars ont décidé cette action, ils ont expliqué la chose en ces termes : On va bloquer l'écluse parce qu'il y a des bateaux de minerai et d'aggloméré qui viennent de Dunkerque pour alimenter les hauts fourneaux de Denain*» raconte un délégué CFDT.

DES ACTIONS CAPABLES DE RENDRE CONFIANCE

«*Ils ont montré qu'ils sont prêts à s'opposer à ce*

que l'aggloméré vienne de Dunkerque ; on sait qu'il est envisagé d'arrêter l'aggloméré de Denain dès le 26 août. C'est le premier secteur qui doit fermer. Evidemment, pour faire vraiment mal économiquement à Usinor, il faudrait bloquer le canal durant huit jours, mais l'idée est là.

L'action de mardi, ainsi que celles qui vont suivre, (décision d'un calendrier pour l'après 1^{er} mai) sont d'autant plus importantes qu'il faut empêcher la démobilité que les récentes mesures prises par la direction peuvent amener chez certains travailleurs. Des mesures comme la pré-retraite que l'on peut être amené à accepter faute de mieux, et qui touche près de 2 600 travailleurs ! Des mesures comme les primes au départ de 5 millions d'anciens francs, auxquelles s'ajoutent les indemnités de licenciement, plus ou moins importantes selon l'ancienneté. Il faut dire que 120 jeunes ont déjà accepté cette mesure.

différentes équipes, ils faisaient partie, pour l'essentiel, d'abord des secteurs des fours à chaux, et de l'agglomération. D'autres les rejoignaient au fil des heures. Les ouvriers mobilisés appartiennent à des secteurs qui doivent fermer dès le mois d'août de cette année. 1 500 travailleurs sont concernés par les licenciements programmés entre août 1979 et août 1980.

Les perspectives d'actions crédibles qui redonnent confiance en la possibilité de gagner peuvent vaincre la démobilité ; l'action de mardi - le blocage du canal - va dans ce sens.

LE PROBLEME DE LA PRODUCTION RALENTIE

Porter des coups efficaces au patronat reste bien entendu à Denain, comme ailleurs, la question essentielle. Les hauts fournistes d'Usinor-Denain avaient ces derniers jours, décidé de n'effectuer que deux coulées sur trois par poste, ralentissant ainsi la production.

Cette action a été abandonnée pour plusieurs raisons : «*D'une part, explique un délégué CFDT, parce qu'il y avait une très forte menace de diminution de salaire d'un tiers. Et puis, il y avait surtout de gros risques techniques parce que le fait de tourner à deux coulées au lieu de trois par poste a provoqué pas mal de fissures dans*

les tuyères. Ce sont les fondeurs eux-mêmes qui ont dit que ça devenait dangereux : la pression montait dans les hauts fourneaux.

Un autre problème qui s'étend cette fois également aux aciéries, est celui du travail supplémentaire entraîné par le ralentissement de la production. Bien que cela puisse paraître paradoxal, la marche au ralenti d'un haut fourneau entraîne une augmentation très importante des travaux d'entretien, donc de la charge de travail. Des hauts fournistes d'Usinor-Dunkerque étaient déjà confrontés à cet obstacle la semaine dernière.

Regarder en face ces difficultés surgies dans la lutte, ne veut pas dire que le ralentissement de la production est irréalisable et à rejeter. Bien au contraire «*mais il faut débattre qu'elle est la ou les meilleures manières*» indique un délégué. Le débat est en cours.

Richard FEUILLET

200 ouvriers agricoles à Paris

Mardi 24 avril, à l'appel de la FGA-CFDT, 200 ouvriers agricoles, venus de toutes les régions de la France, ont occupé le siège de la FNSEA. Ils étaient venus demander des comptes à Guillaume, un gros paysan qui dirige la FNSEA depuis que Debatisse lui a cédé la place pour figurer sur la liste UDF aux élections européennes.

Un tel rassemblement aussi important d'ouvriers agricoles ne s'était pas vu depuis 10 ans ! Il faut dire que pour les 300 000 ouvriers agricoles, français et immigrés, l'organisation et la lutte sont très difficiles, car ils sont soumis quotidiennement au chantage du chômage, à la répression de la part des propriétaires terriens et des firmes agro-alimentaires.

Etre ouvrier agricole, c'est travailler 10 heures par jour, 7 jours sur 7, avec un salaire qui n'atteint pas le SMIC, des heures supplémentaires non payées... C'est aussi être logés sur place, à la merci du patron, dans des greniers ou des baraquements sans hygiène...

Mardi à Paris, ils ont donc occupé le siège de la FNSEA pour exiger les mêmes droits que les ouvriers d'industrie, à commencer par l'application de la Convention collective.

«*Ce n'est qu'un au-revoir, Guillaume*» scandaient les ouvriers agricoles en suspendant l'occupation en fin d'après-midi.

BLANCHISSERIE DE GRENELLE : LES CRS CONTRE LES OCCUPANTS

Mercredi à 4 h 30, les CRS ont évacué la Blanchisserie de Grenelle à Issy-les-Moulineaux.

Occupée symboliquement par un piquet de grève de 5 ouvriers, cette entreprise avait été lock-outée par la direction.

UN MINEUR TUE A LA PENNAROYA

Francis Rouanet, père de deux enfants, a été tué à la Pennaroya près de Castres (Tarn) à la suite d'un éboulement lundi après-midi.

A l'annonce de l'accident, l'équipe de nuit a refusé de descendre en signe de solidarité. Le travail ne reprendra qu'après les obsèques.

LUTTES OUVRIERES

Mesures concernant
les résidents en grève

Quand Stoléru, ami personnel de Giscard, ne fait pas semblant de se préoccuper de revaloriser le travail manuel il réfléchit. Il réfléchit au plus sûr moyen de mettre un terme à la grève des loyers des résidents des foyers de travailleurs immigrés.

Mardi, il présentait à la presse les décisions prises par la commission qu'il a mise en place à cette fin : la commission Delmon.

Ce n'est sans doute pas un hasard si les travaux de cette commission étaient rendus publics au moment où différents tribunaux sont saisis à la demande de la Sonacotra. Stoléru est suffisamment roué pour utiliser simultanément répression et mesures en trompe-l'œil.

Le déficit des organismes qui gèrent les foyers serait passé de 70 millions à 200 millions, triplant en trois ans. Cela confirme si c'est nécessaire que la grève est efficace, qu'elle fait mal à la Sonacotra, Logirep, AFRP, ADEF, etc. Or, dit Stoléru, c'est le FAS, le Fonds d'Action Sociale, qui renvoie les caisses de cette société ; il y consacrerait même la moitié de son budget. Et alors ? Puisque la fortune du FAS est de toute manière constituée d'argent volé aux immigrés (par le

biais de retenues sur les allocations familiales qui leur sont versées). Donc, pour mettre un terme à cette grève, Stoléru et Delmon ont imaginé quelques mesures qui ne sont naturellement pas soumises à

La commission Delmon

Outre Delmon, membre du Conseil Economique et Social, elle est composée de délégués des grandes centrales syndicales, du CNPF, de la Caisse d'Allocations Familiales, du Fonds d'Action Sociale, ainsi que de 6 «représentants des résidents».

Naturellement, les principaux intéressés représentés par le Comité de coordination, étaient absents.

la discussion des résidents.

1 - Un contrat-type de résidence sera défini et imposé par une loi votée à la rentrée. Tous les foyers, pas seulement ceux qui abritent les immigrés, seront concernés.

2 - Chaque foyer devra élire un comité de résidents qui pourra être regroupé dans un comité central de résidents dans chaque organisme propriétaire.

3 - Définition d'une convention collective à l'usage du personnel des foyers.

4 - Adresse aux préfets

avant le 1^{er} juillet pour résorber les foyers jugés inadaptes ou insalubres.

5 - Chaque comité de résidents se verra adresser avant la fin de l'année un programme de travaux avec échéancier (150 millions seraient débloqués à cet effet cette année). Dès juillet, les résidents disposeront d'une quittance de loyer en quatre parties, le loyer proprement dit dépendant du nombre de m² occupés, charges, services collectifs fournis par le foyer.

Dans un certain nombre de foyers, l'aide personnalisée au logement sera déduite de la redevance brute et ce qui sera à payer figurera sur le quatrième volet de la quittance de loyer mensuel.

ON EST LOIN
DU COMPTE

Ces mesures sont loin de satisfaire les revendications des résidents. Par

exemple, les grévistes demandent un statut de locataire, pas une modification des statuts de résidents.

Autre exemple, ils revendiquent une baisse du loyer, pas l'augmentation de 10 % en moyenne que promet Stoléru pour le mois de juillet !

Plus grave encore : il est évident que les comités de

résidents que Stoléru veut mettre en place visent à court-circuiter le Comité de Coordination et à retirer aux résidents ce qui fait leur force dans cette lutte.

Stoléru devra reculer bien davantage s'il veut que le mouvement prenne fin.

François MARCHADIER

● 308 expulsions au foyer Sonacotra à Garges-lès-Gonesse ?

Depuis septembre 1975, les résidents de Garges-lès-Gonesse dans la banlieue Nord de Paris font la grève des loyers.

Le 28 mars, la totalité des résidents était convoquée au Tribunal de Grande Instance de Pontoise. Ils ont tous été condamnés à l'expulsion à partir du 1^{er} mai. Le 26 avril, sept résidents devaient à nouveau passer devant le tribunal pour une prétendue conciliation. Cela ne fera que la 7^{ème} fois qu'ils sont convoqués à Pontoise.

Les résidents appellent tous leurs amis à se tenir prêts pour une mobilisation contre les expulsions, tout particulièrement à partir du 30 avril.

INFORMATIONS GENERALES

3^e semaine du travail manuel

DU VIDE DERRIERE LA VITRINE

Ce jeudi 26 mai s'ouvre, au Grand Palais des Champs-Élysées à Paris, la 3^e semaine du Travail Manuel sous l'égide du Secrétariat d'Etat à la Condition des Travailleurs Manuels.

Jusqu'au 6 mai, sur 13 000 m², seront présentés plus d'une centaine de métiers manuels de l'industrie et de l'artisanat. Comme lors des deux premières semaines organisées en décembre 1976

Il faut reconnaître à Lionel Stoléru que sa tâche n'est pas facile. Alors que Raymond Barre restructure à tours de bras en jetant des milliers de travailleurs sur le pavé, alors qu'il vient rappeler périodiquement qu'il faut se serrer la ceinture, accepter la limitation des salaires, et attendre patiemment la fin hypothétique de la crise, alors qu'il déclare tout crûment son mépris pour les «porteurs de pancartes» et envoie contre les usines en lutte ses cohortes de CRS et gardes mobiles, Lionel Stoléru, lui, vient dans son sillage expliquer avec un sourire bonhomme qu'il veut «revaloriser» le travail manuel ! Certes, on ne le voit pas très souvent, les actions de son secrétariat à la condition des travailleurs manuels étant à la mesure du budget étié qui leur est alloué.

LES AFFICHES
ET LE SIDERURGISTE

Stoléru, dès sa nomination, avait essayé de frapper un grand coup. Souvenez-vous : le 1^{er} mars 1976 débutait une campagne publicitaire d'affiches et de télévision sur le thème «Maintenant, priorité

aux travailleurs manuels». Pendant vingt jours, deux spots passèrent juste avant les journaux télévisés et 7 500 affiches furent placardées. Des «travailleurs manuels» genre play-boys, y figuraient avec des légendes dégoulinantes de bonnes intentions, comme celle-ci : «Celui qui assume

et février 1978, le but proclamé par Stoléru est de «montrer des hommes fiers de travailler de leurs mains» pour «favoriser le choix d'un métier manuel» par les jeunes, en présentant des métiers «en situation». Comme les précédentes, cette semaine de propagande gouvernementale n'est qu'un arbre maigre qui ne peut cacher la forêt des bas salaires, des licenciements, des dures conditions de travail.

une responsabilité dans son travail, quelle qu'elle soit, est lui aussi un responsable. Un vrai.» Un discours que ne récuse pas certains «patrons avancés» : dans le film «Patrons/ Télévision» de Gérard Mordillat et Nicolas Philibert, censuré par Antenne 2, on peut entendre un jeune

patron expliquer : le balayeur qui a la responsabilité de son travail, qui peut décider lui-même ce qu'il va balayer et comment il va s'y prendre est, à son niveau, un responsable...

Barre, depuis, reprit à sa manière le thème devenant cette fois «priorité au licenciement des travailleurs manuels». Stoléru-la-Malchance avait d'ailleurs eu l'idée présomptueuse de faire figurer sur ses belles affiches... un sidérurgiste.

GADGETS ET
FAUSSES PROMESSES

Depuis cette campagne retentissante, l'imagination de Stoléru s'est un peu essouffée. Parmi les gadgets mis au point par ses services, on s'en voudrait pourtant de ne pas citer en vrac : pour adoucir le travail à la chaîne, installation en 1976-77 de 1 000 cabines téléphoniques dans les ateliers ; pour revaloriser la condition d'éboueur, vêtements de travail modernes et gratuits, poubelles remplacées par des sacs. Depuis, les éboueurs parisiens ont mené plusieurs grandes grèves pour les salaires et les conditions de travail. Une ingra-

titude qui a dû peiner Stoléru, lui qui confiait mardi à la télévision que la lutte des classes «l'attriste» ; pour développer la participation (qui rend «moins anonymes»), distribution prévue en 1979 de 5 % d'actions aux travailleurs qui deviendront ainsi, tenez-vous bien, «copropriétaires de la France».

Dans les prévisions : 1980 doit être l'année où la durée moyenne effective de travail sera de 40 heures par semaine. A un an de la date fétidique, nous en sommes à 41,5 heures pour les ouvriers. Fin 77, le chiffre était de 41,9. A ce rythme, la prévision ne sera pas tenue.

De même, l'augmentation prioritaire des salaires des travailleurs manuels

annoncée par Stoléru n'a pas eu lieu. Selon les statistiques officielles (INSEE février 79), les salaires des ouvriers ont, d'avril 77 à avril 78, progressé de 11,1 % contre... 11,0 % pour les non-ouvriers, alors que, comme le souligne L'INSEE, «on s'attendait à ce que les résultats de cette enquête enregistrent les premiers effets de la politique de revalorisation des rémunérations des travailleurs manuels». Mardi soir pourtant, Stoléru n'a pas craint d'affirmer le contraire. Comme quoi gadget et mensonge font bon ménage dans la petite panoplie du secrétaire d'Etat à la condition-des-travailleurs-manuels.

Claude ANCHER

● Communiqué

Le Comité des non-titulaires de la Région parisienne (8 impasse Crozatier à Paris, 628 50 49), simultanément avec ceux de Tours, Amiens, Poitiers, appelle à une manifestation soutenue à Créteil par le SGEN-CFDT et l'Ecole émancipée devant le Rectorat de ces Académies, mercredi 25 avril. Il entendait protester contre les mesures Beullac qui dégradent les conditions de travail de tout le personnel de l'Education nationale, aggravent les difficultés scolaires des enfants et surtout qui prévoient pour la rentrée 79 déjà 8 000 licenciements dans le secondaire. Ce comité, composé de syndiqués et de non-syndiqués, après avoir demandé à être reçu par le recteur de Créteil, s'est heurté à un refus. La présence de vigiles, l'obstruction des portes n'ont fait qu'augmenter la détermination des manifestants, qui ont occupé les locaux du rectorat.

Le Comité des non-titulaires de la Région parisienne appelle à manifester le 1^{er} mai sous sa banderole. Rendez-vous devant le Prusinic Nation.

Une réunion est par ailleurs organisée le 2 mai à la Bourse du Travail de Paris, Salle Ferrer, à 15 heures.



Maintenant, priorité : travailleurs manuels.

L'ESCALADE VERBALE ET LES IMPASSES DU RPR

La déclaration de Chirac du 24 avril, où celui-ci pose le problème de la légitimité du président de la République, marque une nouvelle étape dans la dégradation des rapports au sein de la majorité. Certes à l'occasion de toute campagne électorale le ton des politiciens bourgeois devient plus agressif : il s'agit pour eux de conserver leur place. Cependant au-delà de l'importance pour le RPR de ne pas

L'enjeu des élections européennes est surtout un enjeu de politique intérieure. A l'occasion de ce scrutin à la proportionnelle, il s'agit pour les partis bourgeois de mesurer leur influence. Chacun de ces partis cherche donc à se distinguer de l'autre. Il est significatif que c'est sur la question européenne que depuis mars 78, les attaques du RPR contre le parti gouvernemental ont commencé à prendre corps. Le 6 décembre, Chirac, depuis son lit d'hôpital, dénonce «le parti de l'étranger». Le 11 du même mois, le RPR vote, avec le PCF, une loi interdisant le financement de la campagne européenne par les fonds communautaires. Depuis, à l'occasion de multiples interventions publiques, Chirac n'a cessé de critiquer la politique européenne du gouvernement. La diminution du poids électoral du RPR qui s'est affirmée lors des législatives, puis des cantonales, oblige le parti de Chirac à mener une campagne des plus actives. Il ne semble pas cependant que la volonté du RPR d'apparaître comme seul véritable «défenseur des intérêts de la France, et de l'Europe» explique la vivacité des dernières attaques chiraquiennes.

loir «laminer le gaullisme», le président du RPR invite, à l'occasion de l'émission télévisée «Cartes sur table» du 2 avril, Giscard à «changer de cap, changer la politique de la France». Il ajoute, à propos des présidentielles de 1981, «si M. Giscard d'Estaing se représentait dans une si-

céder du terrain à l'UDF sur le plan électoral, se trouve posée la question de la tactique du RPR. Après le 10 juin Chirac continuera-t-il d'aboyer sans mordre ou se risquera-t-il à provoquer la dissolution de l'assemblée nationale ? La portée de la question ne peut se mesurer qu'en regard de l'enjeu pour Chirac des élections présidentielles de 1981.

card obtenait moins de 33 % des suffrages, «la légitimité du chef de l'Etat serait remise en cause». Et au nom des «principes gaullistes», Chirac critique la prise de position de Barre en y voyant «un retour au système des partis». Sans s'attarder sur l'ironie de ces propos,

votant la fameuse motion de censure dont il a récemment déclaré qu'elle était faite pour servir. Giscard se maintiendrait à la présidence et un gouvernement de gauche connaîtrait une situation difficile. Alors, aux présidentielles, Chirac s'emparerait à nouveau du thème du «recours» face à la «menace du collectivisme» et pour remplacer le «libéralisme conservateur» impuissant.

Mais dans cette première hypothèse, il y a un certain risque pour que la droite soit battue par la gauche dans de nouvelles élections législatives. C'est d'ailleurs ce qu'il déclarait ce jeudi matin à Europe 1 : «Renverser aujourd'hui le gouvernement, c'est pour nous aujourd'hui la pire des politiques. Aujourd'hui, car les choses peuvent évoluer de telle façon que nous soyons amenés à réviser notre jugement. Tel n'est pas le cas aujourd'hui, nous ne tenons pas à faire le jeu d'une gauche que nous avons toujours combattue...».

Voulant éviter ce qu'il appelle «la politique du pire», il n'a donc que le choix de la «trêve parlementaire» quelle que soit la vivacité du ton.

2 - Le harcèlement verbal se poursuit jusqu'à l'élection présidentielle de 1981. Dans ce cas, Chirac et le RPR doivent tenir la distance ; deux ans d'invectives, deux ans de paroles contre le gouvernement sans voter de motion de censure, c'est long...

Et dans ce cas, Chirac prend le risque de voir s'effriter son électorat sans parler des divisions, des tensions au sein même du RPR qui ne manqueraient pas de connaître un développement certain. Chirac prendrait alors le risque d'une usure du RPR. Là encore, c'est l'impasse.

3 - Troisième hypothèse qui serait à mi-chemin des deux premières : dissolution de l'Assemblée nationale quelques mois avant les élections présidentielles. Mais elle a l'inconvénient de réunir les inconvénients des deux premières... Car le RPR pourrait bien alors se présenter à des législatives en ayant déjà perdu de sa crédibilité...

Dans l'état actuel des choses, le RPR n'a le choix qu'entre une certaine forme d'impasse et une autre forme d'impasse... En attendant ce choix, il reste l'escalade verbale.



Chirac peut-il faire autre chose que de souffler du vent ?

tuation comparable à celle que nous connaissons aujourd'hui, il n'aurait aucune chance d'être réélu».

Après sa visite à l'Elysée, le RPR réaffirme ses divergences dans un mémorandum. Mardi, Chirac annonce que si la liste UDF soutenue par Barre et Gis-

c'est le caractère systématique de ces attaques contre le gouvernement qu'il faut retenir.

Jusqu'à maintenant, le RPR s'est contenté de déclarations et d'avertissements, quelle que soit leur acidité. Chirac convoque une session anticipée de l'Assemblée nationale au printemps... mais ne vote pas la motion de censure. Certains barons du gaullisme se moquent de cette tactique, mais jusqu'à présent ils restent dans le rang. Jusqu'où ira Chirac dans cette escalade verbale, jusqu'à quand le RPR peut se tenir dans cette attitude ?

Aujourd'hui, Chirac ne cesse de hausser le ton dans le but évident d'avoir l'assise électorale la plus large possible à l'élection européenne, but que vise chaque parti en ce moment à droite et à gauche. Mais après le 10 juin ?

L'EMBARRAS DU CHOIX

Trois hypothèses peuvent se présenter pour Chirac :

1 - Chirac décide, quelque temps après les élections européennes, de provoquer une dissolution de l'Assemblée nationale en

● Elections européennes : débauche de candidatures

Alors que l'échéance électorale se situe à six semaines, de nombreux groupes étudient la possibilité de présenter une liste à ces élections.

Mais c'est surtout à droite qu'on assiste à une profusion de velléités pour être présent à ce scrutin. C'est ainsi que Pierre Poujadé, qui avait connu son heure de gloire électorale sous la IV^e République en exploitant le mécontentement des petits commerçants, a présenté les premiers candidats de la liste qu'il compte conduire sous le titre d'«Union de défense interprofessionnelle».

Le parti dit des Forces nouvelles et le Front national sont en pourparlers difficiles pour présenter une liste commune dont la tête pourrait être l'écrivain chrétien traditionaliste Michel de Saint-Pierre. Figureraient également sur la liste Tixier-Vignancouret et Le Pen.

Le député RPR Michel Cointat a refusé de s'engager dans le soutien à la liste du RPR qu'il juge «anti-européenne». Mais il désapprouve tout autant la constitution de la liste UDF, en raison de la tendance supranationale de certains de ses membres. En conséquence, Cointat envisage la nécessité d'une troisième liste de la majorité, pour laquelle il compte contacter des gaullistes sur la touche, comme Sanguinetti ou Chaban-Delmas.

Enfin, le parti socialiste démocrate, groupuscule de la majorité, qui se prononce pour une «véritable unification politique européenne» refuse de soutenir la liste de l'UDF, parce que cette liste «a refusé de s'ouvrir à gauche» ou la liste socialiste, parce que «le parti socialiste s'oppose à la social-démocratie». Le PSD a, en conséquence, l'ambition «de poursuivre les contacts en vue de l'éventuelle constitution d'une cinquième liste européenne».

PAU

● Halte à la répression des immigrés ! ● Pour le retour en France de Gabriel Crespo !

(...) Le 20 décembre dernier, le Préfet refoulait Gabriel Crespo comme «indésirable», le ministère de l'Intérieur expliquant ensuite avec difficulté que ce travailleur immigré espagnol aurait porté atteinte à «l'ordre public». En fait, ce qui lui est principalement reproché, c'est d'avoir participé à 4 manifestations dont celle du 1^{er} mai 1978. Depuis, l'actualité est venue éclairer cette atteinte aux libertés démocratiques, puisqu'il est question de faire voter une loi refusant les cartes de séjour aux immigrés «soupçonnés de pouvoir troubler l'ordre public» (...)

NOUS NE DEVONS PAS RESTER LES BRAS CROISÉS !

(...) Depuis 4 mois, le Comité de solidarité Français-Immigrés mène campagne contre la répression, contre le racisme et pour le retour en France de Gabriel Crespo, dont le cas est devant le Conseil d'Etat.

Par une large mobilisation, le Comité de solidarité a pu organiser un rassemblement en ville avant le refoulement de G. Crespo, il a fait circuler une

pétition signée par plus d'un millier de Palois et de Paloises ; récemment encore, il organisait avec succès une soirée de solidarité pour payer les frais d'avocats de G. Crespo et soutenir les immigrés contre la répression.

Aujourd'hui, il nous faut être encore plus efficaces, représenter encore mieux l'unité des Français et des immigrés.

Contre toutes les lois et circulaires racistes du pouvoir, il nous faut élargir la riposte, soutenir tout travailleur immigré, tout étudiant étranger victime d'expulsion, il nous faut exiger encore plus fort le retour en France de Gabriel Crespo !

Prenez contact avec
le comité solidarité
Français-immigrés :

TOUS LES VENDREDIS
DE 19 A 20 HEURES
AU CENTRE RENCONTRE
ET RECHERCHE
(Av. de SARAGOSSE)
TOUS LES VENDREDIS
DE 18 A 19 HEURES
A LA MJC
DE L'OUSSE DES BOIS

Le Comité de Solidarité
Français-immigrés

L'ESCALADE VERBALE CONTRE LE GOUVERNEMENT

Depuis le 31 mars, date des assises nationales du RPR, les déclarations de Chirac ont connu un regain d'agressivité. Après avoir accusé l'UDF de vou-

● Aux armes, citoyens !

Le chauvinisme exacerbé dont fait preuve le PCF semble ne plus connaître de limites. L'Humanité de mercredi publie la photo d'un soldat allemand en manœuvre, avec ce commentaire : «Feuer! Côte à côte, soldats allemands et français foulent, en ce moment, les alpages de Savoie, dans la vallée de la Tarentaise. Les grandes manœuvres de l'armée française et allemande ont un nom au parfum si doux : Gentiane 24. Non loin de là, à une portée de mitrailleuse, des nazis ont rasé un village quand il y avait la guerre : Feissons-sur-Isère. Sur la photo, celui qui attend l'ennemi est un jeune Allemand. Au fait, quel ennemi ?». Par ailleurs, le PCF se défend, à l'occasion, d'employer des thèmes xénophobes. Comment qualifier autrement l'attitude qui consiste à comparer un soldat allemand d'aujourd'hui aux nazis ?

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Conférence de presse du COBOM

UNE CAMPAGNE POUR LE BOYCOTT

DES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU EN 1980

APPEL POUR LA CONSTITUTION D'UN COMITE
POUR LE BOYCOTT DES OLYMPIADES DE MOSCOU (COBOM)

Les prochains jeux olympiques doivent avoir lieu à Moscou en 1980.

Comme à Berlin en 1936, comme la coupe Davis dans le Chili de Pinochet, comme le «Mundial» dans l'Argentine de Videla, comme les championnats d'Europe à Prague dans une Tchécoslovaquie toujours occupée, une fois de plus une grande compétition sportive internationale va masquer l'oppression de millions de gens dans le pays qui l'organise, et permettre au régime de renforcer son image de marque à l'échelle internationale.

Pour tous les Etats, le sport est devenu une politique. Les Jeux Olympiques d'hiver de Lake Placid aux Etats-Unis se dérouleront dans une future prison et serviront de paravent à la soi-disant politique des droits de l'homme de Carter qui ne fait que poursuivre la politique impérialiste de ses prédécesseurs et le soutien aux dictatures fascistes, notamment en Amérique latine.

De même, les dirigeants de l'URSS comptent bien se servir des Jeux Olympiques. Rappelons quelques-uns de leurs titres de gloire :

- Négation des droits démocratiques les plus élémentaires (liberté d'opinion, d'expression, d'organisation...);
- Répression des opposants ouvriers et intellectuels, qui sont réduits au chômage et privés de logement, quand ils ne sont pas emprisonnés ou condamnés aux travaux forcés;
- Utilisation de la psychiatrie pour briser toute résistance des opposants qu'on déclare atteints de «délire réformateur» et qu'on enferme dans des asiles;
- Oppression des minorités nationales et antisémitisme d'Etat qui pousse un nombre croissant de Juifs soviétiques à émigrer.

C'est pourquoi nous jugeons inacceptable que les jeux olympiques aient lieu à Moscou.

Il n'y aura pas de «trêve olympique» pour les syndicalistes emprisonnés, les opposants baillonnés, les artistes interdits. Au contraire, comme en Argentine, la bonne tenue de la compétition implique une répression plus dure encore des opposants : les dirigeants soviétiques feront taire, de gré ou de force, tous ceux dont l'action compromettrait les bénéfices politiques qu'ils comptent retirer de cette compétition.

Le prétendu «rassemblement fraternel de la jeunesse» se tiendra sous la protection des forces spéciales de sécurité, ce qui transformera l'enceinte olympique en camp retranché où les journalistes, les touristes, les sportifs et les accompagnateurs seront sévèrement contrôlés et surveillés.

D'ores et déjà, les investissements financiers sont à la mesure des espérances des dirigeants soviétiques. Cette opération de prestige, évaluée actuellement à 7 milliards de francs, se fera au détriment d'une amélioration des conditions de logement et de transport, et au profit des multinationales participant à la tenue des Jeux.

La préparation des jeux donne lieu dès maintenant à une vaste mobilisation chauvine des esprits : il s'agit d'instaurer un climat d'adhésion aux objectifs du régime en place, qui fera du nombre de médailles obtenues l'indice de la réussite de son système politique.

De même que nous avons dénoncé la dictature de Videla lors de la coupe du monde de football en Argentine, nous dénonçons les atteintes aux libertés dans quelque pays que ce soit ; nous nous

réclamons de la lutte pour l'émancipation des travailleurs et nous refusons aux dirigeants soviétiques le droit de se réclamer du socialisme pour mieux camoufler leurs agissements.

Nous réclamons et souhaitons que l'ensemble des organisations ouvrières, démocratiques et humanitaires réclament :

- le rétablissement des droits démocratiques (liberté d'opinion, d'expression et d'association),
- l'indépendance des organisations ouvrières (syndicales et politiques) vis-à-vis de l'Etat (droit à l'existence notamment du syndicat libre de Klebanov et du syndicat indépendant de Borissov),
- la reconnaissance du droit de grève,
- la libération de tous les emprisonnés pour délit d'opinion et des travailleurs condamnés pour «sabotage économique», terme qui recouvre souvent en fait la grève ou d'autres formes de résistance aux conditions de travail,
- la suppression des camps de concentration et de travail,
- l'abolition de la psychiatrie comme méthode de répression et de normalisation des opposants,
- le droit des minorités nationales à l'auto-détermination,
- le droit de libre circulation en URSS et à l'étranger pour tous les citoyens soviétiques,
- le retrait des troupes du pacte de Varsovie des pays occupés (Tchécoslovaquie),
- l'arrêt immédiat de l'intervention militaire de l'URSS dans les pays du Tiers-Monde comme l'Erythrée.

Pour contraindre les dirigeants soviétiques à satisfaire ces revendications, nous appelons au boycott des jeux olympiques de Moscou.

Nous dénonçons ainsi l'hypocrisie du gouvernement soviétique qui prétend respecter les accords d'Helsinki alors qu'il persécute systématiquement les militants qui luttent pour les Droits de l'Homme et les libertés démocratiques.

Nous exigeons donc que le gouvernement soviétique cesse immédiatement ses mesures répressives à l'encontre des militants des divers comités de surveillance et d'application des accords d'Helsinki.

PREMIERE LISTE DE SIGNATAIRES

Messieurs et Mesdames Ajurriaguerra, Auclair Michel, Aurenche G., Barthes Roland, Benjalloun Tahar, Boisset Yves, Bourgois G., Cabu, Calaf, Cardonnel, Chatelet François, Chesneaux J.-P., Daix Pierre, Delarge J.-P., Deleuze Gilles, Dumont René, Faye J.-P., Duras Marguerite, Freminville G., Fromanger G., Foucault Michel, Gantheret F., Guerin F., Halbwachs H., Hennelle Guy, Henry, Herzberg B., Ivens Joris, Jaulin R., Joshua L., Kerjuel, Lapassade Georges, Lavilliers Bernard, Lemasson Yann, Lipietz Alain, Loridan Marceline, Maspero François, Massiah Gustave, Meillassoux C., Minkowski A., Moreau A., Mignar J.-P., Jankelévitch Vladimir, Nadeau Maurice, Parmelin H., Poliakov Léon, Puig A., Risacher J., Siné, Soulié G., Tazieff Haroun, Thomas L.-V., Tubiana M., Woronoff D., Guattari Félix.

Mardi 24 avril, le COBOM (collectif pour le boycott des olympiades de Moscou) tenait une conférence de presse pour le lancement d'une campagne de masse contre l'URSS du Goulag, pour le soutien à l'opposition démocratique et ouvrière des peuples de l'URSS.

Constitué il y a quelques mois, ce collectif créé par des militants du COBA (boycott des jeux en Argentine) a commencé à faire signer une plate-forme d'appel au boycott sur les bases de l'unité la plus large pour la condamnation du régime d'oppression en URSS, mais aussi sur des bases telles qu'elles interdisent d'assimiler cette campagne pour le boycott aux initiatives des forces de droite qui sous couvert d'«antigoulag», veulent renforcer les régimes capitalistes occidentaux. Le lancement de la campagne du COBOM rencontre le soutien de dissidents soviétiques en France, dont Leonid Pliouchtch qui était présent à la tribune de la conférence de presse.

Des comités locaux sont en voie de constitution. Une réunion nationale est prévue le 5 mai au siège du COBOM 14 rue de Nanteuil, Paris 15^e.

«L'action du COBOM se situe dans le prolongement direct du COBA»

Dans sa conférence de presse, le COBOM a d'abord exposé les raisons qui, comme le COBA en 1978, le conduisent à appeler au boycott des JO de 1980 : le rôle de l'olympisme et des grandes compétitions internationales comme paravent et alibi des régimes fascistes.

Se réclamant de la lutte pour l'émancipation des travailleurs, le COBOM — de même que le COBA a lutté contre le «Mundial» utilisé par la dictature fasciste en Argentine — luttera contre les JO organisés par l'Etat soviétique où les libertés démocratiques les plus élémentaires sont inexistantes, les droits de l'homme violés avec l'aide du KGB, avec les hôpitaux psychiatriques spéciaux, des camps de travaux forcés.

Le mot d'ordre de boycott s'appliquera aussi aux JO d'hiver de Lake Placid aux USA : l'impérialisme US, sous couvert de la mise en scène de la «politique des droits de l'homme» de Carter, soutient en effet l'avènement ou le maintien des dictatures fascistes dans le monde ; les violations des libertés démocratiques y sont constantes ; l'enceinte olympique est d'ailleurs destinée à devenir un pénitencier dès la fin des JO.

Mais le boycott s'exercera principalement contre les JO de Moscou.

«Le boycott, c'est la campagne la plus efficace»

C'est la forme la plus efficace pour aider concrètement et soutenir l'opposition en URSS, estime le COBOM. Cette campagne de solidarité se fera sur la base des revendications clairement énoncées dans la plate-forme d'appel (voir ci-contre).

Pour le COBOM, c'est la forme la plus efficace pour dénoncer l'opération de prestige et de propagande que veulent réussir les dirigeants soviétiques. Pendant qu'on fera place au sport et que les discours retentiront à la gloire de l'Etat soviétique et de ses champions, on relèguera au second plan la réalité du régime d'oppression. Les clameurs des stades couvriront les cris du goulag et aussi les protestations de l'opinion internationale. Les dirigeants soviétiques pourront tranquillement accentuer leur politique militariste et chauvine.

Se rendre sur place, affirmer alors le COBOM, c'est «illusoire, irréaliste, démobilisateur». Sur place, journalistes et touristes seront sous étroite surveillance, parqués dans les villes olym-

piques ; le KGB s'est rendu en Argentine pour assimiler les techniques les plus récentes de contrôle des manifestations sportives, il a pris des contacts avec la police française ; l'attribution des places par Intourist et d'autres organismes officiels limite singulièrement l'afflux des touristes «critiques». Aller sur place, c'est répondre aussi à l'appel des dirigeants soviétiques qui craignent le boycott et réclament qu'on vienne pour réussir son opération.

Refuser d'aller sur place, c'est se donner, dès maintenant, un an à l'avance, les moyens d'informer l'opinion publique sur la réalité du régime d'oppression, de construire un rapport de force en faveur des dissidents sur qui s'abat une répression «préventive».

«Notre boycott n'est pas dirigé contre le socialisme»

«Notre boycott n'est pas dirigé contre le socialisme, mais contre les pratiques politiques répressives et les violations graves et répétées des droits de l'homme en URSS et dans les pays sous sa dépendance». «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» affirmait Marx. Le COBOM a estimé, dans sa conférence de presse que ces organisations françaises qui n'appelleraient pas au boycott prendraient une lourde responsabilité en refusant de condamner pratiquement la répression massive qui s'exerce à l'encontre des dissidents. De la même manière, refuser de dénoncer tel ou tel aspect de la réalité soviétique sous prétexte que cela ferait le jeu de la droite ou que le bilan des pays dits socialistes serait globalement positif revient de fait à cautionner la répression».

«Notre boycott n'est pas dirigé contre le socialisme, mais contre les pratiques politiques répressives et les violations graves et répétées des droits de l'homme en URSS et dans les pays sous sa dépendance». «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» affirmait Marx. Le COBOM a estimé, dans sa conférence de presse que ces organisations françaises qui n'appelleraient pas au boycott prendraient une lourde responsabilité en refusant de condamner pratiquement la répression massive qui s'exerce à l'encontre des dissidents. De la même manière, refuser de dénoncer tel ou tel aspect de la réalité soviétique sous prétexte que cela ferait le jeu de la droite ou que le bilan des pays dits socialistes serait globalement positif revient de fait à cautionner la répression».

«Notre boycott n'est pas dirigé contre le socialisme, mais contre les pratiques politiques répressives et les violations graves et répétées des droits de l'homme en URSS et dans les pays sous sa dépendance». «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» affirmait Marx. Le COBOM a estimé, dans sa conférence de presse que ces organisations françaises qui n'appelleraient pas au boycott prendraient une lourde responsabilité en refusant de condamner pratiquement la répression massive qui s'exerce à l'encontre des dissidents. De la même manière, refuser de dénoncer tel ou tel aspect de la réalité soviétique sous prétexte que cela ferait le jeu de la droite ou que le bilan des pays dits socialistes serait globalement positif revient de fait à cautionner la répression».

LA SIGNIFICATION
DU BOYCOTT

— Le COBOM ne demandera pas le transfert des JO dans un autre pays ;
— Il demandera publiquement aux athlètes et aux dirigeants sportifs de refuser de participer aux JO ;
— Il mènera une large campagne de dénonciation de la réalité concentrationnaire soviétique et de solidarité avec les dissidents emprisonnés. Dans ce cadre, il proposera l'envoi d'une commission internationale d'enquête sur place pour prendre contact avec les prisonniers et exiger leur libération ;

— Il soutiendra toutes les autres formes de boycott ;
— Il demandera aux organisations syndicales de se solidariser avec les syndicats libres et indépendants soviétiques.

Joëlle FECLAZ

Après la décision du comité olympique français

NON A LA TOURNÉE
DES SPRINGBOKS !

Mardi, le comité national olympique et sportif français a refusé de se conformer aux décisions du mouvement olympique international et de boycotter les relations sportives avec l'Afrique du Sud. Prétextant que «les rencontres sportives internationales doivent bénéficier de la trêve politique», il a décidé de maintenir pour octobre la tournée des Springboks, équipe de rugby d'Afrique du Sud.

Devant cette décision, le Mouvement anti-apartheid qui, en lançant la

campagne contre cette tournée, avait engagé des discussions avec les milieux sportifs, en particulier la Fédération française de rugby, a déclaré : «La tournée des Springboks est une opération politique et y faire accueil revient à se faire complice du système raciste d'apartheid». Le Mouvement anti-apartheid a l'intention de continuer la lutte pour empêcher cette tournée. Dans ce but, il va impulser la création de comités locaux, en particulier dans le Midi, dans les villes où devrait avoir lieu la tournée.

La décision du comité olympique met désormais le gouvernement français devant ses responsabilités. Soisson et François-Poncet n'ont-ils pas déclaré qu'ils jugeaient cette tournée inopportune ? Vont-ils prendre prétexte de «l'indépendance» du comité pour laisser faire la tournée des Springboks, tout en se prévalant d'une position de principe auprès des pays africains ? Il ne faut pas admettre une telle position hypocrite. La campagne doit donc se poursuivre pour contraindre le gouverne-

ment à interdire la tournée.

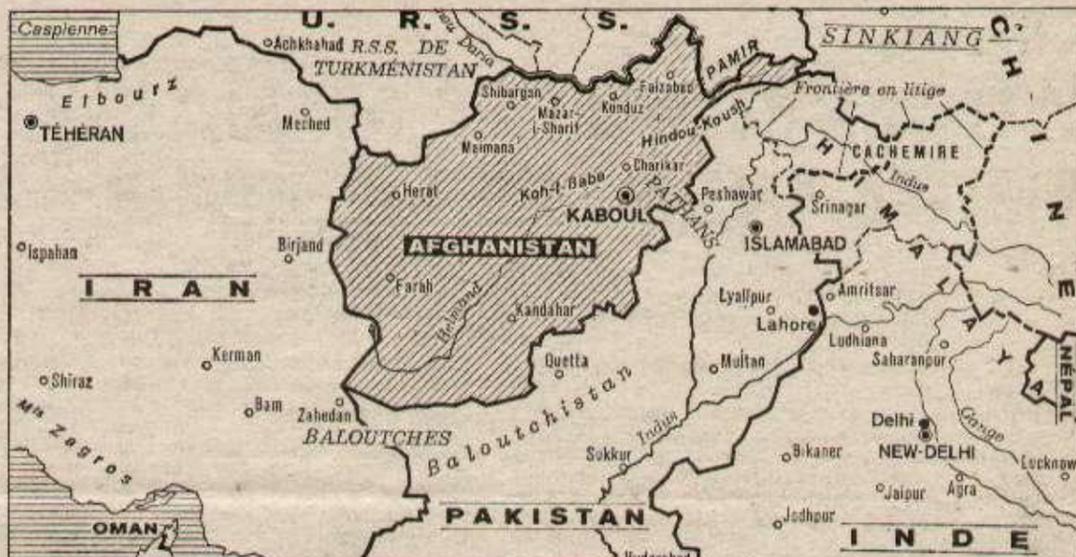
Cette campagne s'inscrit dans la lutte menée par le mouvement anti-apartheid en France et dans le monde pour dénoncer les liens politiques, militaires et économiques des impérialismes occidentaux avec le régime raciste et organiser des mobilisations pour leurs ruptures, ce qui est une forme de soutien efficace à la lutte du peuple d'Afrique du Sud.

J.P. C.

AFGHANISTAN

Le 27 avril 1978, un coup d'Etat renversait à Kaboul, le prince Daoud, qui lui-même avait pris le pouvoir cinq ans auparavant en s'appuyant sur l'armée. Très vite, malgré les proclamations du nouveau régime qui se défend d'être un satellite de l'URSS, le pays signe plusieurs accords de «coopération» avec son puissant voisin du Nord. Depuis trois purges successives ont éliminé du pouvoir les éléments du Parcham, une des deux composantes du Parti Démocratique et Populaire qu'on disait la plus proche de l'URSS. Loin de s'en trouver affectée, la pénétration soviétique en Afghanistan n'a fait que s'accroître depuis : on compte des milliers d'experts soviétiques dans le pays (dont 2 000 conseillers militaires), tandis que le gouvernement dirigé par Taraki s'aligne totalement sur les positions internationales de l'URSS.

L'Afghanistan représente un enjeu particulièrement important pour l'URSS, pays frontalier, également voisin du Pakistan, qui seul désormais la sépare du golfe arabo-persique et de l'entrée de l'océan indien. D'autre part, l'URSS poursuit son mouvement d'encercllement de la Chine par la frontière que cette dernière partage avec l'Afghanistan. Le nouveau régime, ami de l'URSS, fait face actuellement à de nombreuses difficultés liées en particulier à la révolte des ethnies qui composent le pays. Ainsi au cours des derniers mois, certaines régions entières telles le Nord-Est et le Balouchistan au Sud-Est du pays sont entrées en rébellion ouverte contre le pouvoir central. Une «guerre sainte» oppose les tribus religieuses musulmanes du Sud du pays à la capitale.



Seul le Pakistan fait encore obstacle à l'URSS pour son accès, au Sud, à l'Océan Indien.

Un an après le coup d'Etat pro-soviétique

Par Frank ROUSSEL

Déjà fort étendue, la coopération soviéto-afghane s'est encore développée depuis le renversement du président Daoud. C'est dans le domaine militaire qu'elle est la plus étroite : il y aurait actuellement en Afghanistan 2 000 conseillers militaires soviétiques, tandis que de nombreux militaires afghans se rendent en URSS pour y subir des stages de formation (depuis 73, 300 militaires afghans bénéficient chaque année de bourses en URSS). Sur le plan économique, outre le gaz naturel afghan dont elle importe la totalité de la production, soit 70 milliards de mètres cubes, (manière avantageuse de se rembourser des crédits qu'elle a accordés), l'URSS intervient dans le domaine de la prospection minière et pétrolière et dans la construction de nombreux équipements industriels. Plusieurs milliers d'Afghans (militaires et civils) ont fait un stage ou des études en URSS, bon nombre d'entre eux ont formé les cadres du Parti Démocratique et Populaire dirigé par Taraki, qui a pris le pouvoir en avril 1978.

QUELS CHANGEMENTS DEPUIS AVRIL 78 ?

L'existence de la présence soviétique depuis plusieurs années, la poursuite — en partie — de l'aide financière américaine, de même que les déclarations du président Taraki, qui se veulent rassurantes : «Nous sommes indépendants... Nous poursuivrons une politique de strict non-alignement... Nous ne souhaitons pas un monde partagé en blocs», pourraient laisser croire que les changements survenus en Afghanistan sont de portée limitée. Mais la nouvelle politique extérieure totalement alignée sur celle de l'URSS révèle l'ampleur des changements. L'ancien régime, s'il a eu une politique intérieure désastreuse pour les masses, avait su maintenir le pays dans une certaine indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et de l'URSS en refusant tour à tour d'entrer dans le CENTO (organisme de défense unissant l'Iran, la Turquie et le Pakistan sous la direction de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis) et dans le «Pacte asiatique de sécurité collective» proposé par l'URSS. L'Afghanistan avait une participation active dans les conférences des non-alignés. C'est cette politique de non-alignement qui est désormais remise en cause et remplacée par ce que le nouveau régime appelle le «non-alignement positif», entendez par là, le fait de considérer l'URSS et les pays de l'Est, comme des «alliés naturels», et par conséquent de rejeter toute référence à l'hégémonisme mettant en cause l'URSS. C'est ainsi que lors de la conférence des pays non-alignés à Belgrade en juillet 1978, l'Afghanistan s'est retrouvé aux côtés de Cuba, du Vietnam, de l'Ethiopie... rompant avec sa tradition de pays non-aligné.

Tout de suite après le traité d'amitié et de coopération signé

en novembre 1978 entre l'URSS et le Vietnam et celui signé entre l'URSS et l'Ethiopie, l'Afghanistan signait à son tour un traité semblable avec l'URSS, traité qui prévoit en outre une «coopération» en vue d'assurer la «sécurité» en Asie. Lors de l'invasion vietnamienne au Kampuchea, l'Afghanistan a été un des rares pays du Tiers-Monde avec Cuba et l'Ethiopie à reconnaître la délégation fantoche du soi-disant FUNSK installé à Phnom Penh par les Vietnamiens, et censée représenter le peuple kmpuchean à l'ONU.

S'il est vrai que l'URSS est de longue date un partenaire économique privilégié de l'Afghanistan, désormais, depuis le coup d'Etat, des secteurs importants de l'économie comme la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, des mines et des grands projets d'irrigation (plaine de Jalalabad, bassin de l'Amou-Daria) sont directement supervisés par l'URSS. Dans le domaine militaire, les pilotes d'avions et d'hélicoptères, de même que les artilleurs soviétiques interviennent directement contre les rebelles musulmans qui s'opposent au pouvoir central de Kaboul. Depuis le début des combats, une centaine de conseillers militaires

soviétiques auraient été tués en Afghanistan. De même, les circonstances de l'assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis à Kaboul, le 14 février dernier, ont révélé la présence importante de conseillers soviétiques à la direction de la police.

Les Etats-Unis ont élevé une protestation contre l'URSS dont les conseillers auraient donné l'ordre d'assaut de l'hôtel où était détenu l'ambassadeur américain par ses ravisseurs. Cette «précipitation» à vouloir liquider les rebelles religieux qui demandaient la libération de 3 mollahs détenus à Kaboul, s'est soldée par la mort de l'ambassadeur Dubs, peut-être de la main même des conseillers soviétiques au cours de l'assaut.

LA REVOLTE DES MINORITES

Si chaque discours officiel commence par un verset du Coran en raison de l'influence importante de la religion islamique, le parti au pouvoir, (composé principalement d'éléments de la petite bourgeoisie intellectuelle et d'officiers de l'armée) par sa prise de pouvoir putchiste et les faveurs accordées à l'URSS, s'est mis à dos une partie importante de la population,

particulièrement parmi les minorités nationales nombreuses (voir encart).

Les nouvelles autorités de Kaboul ont tenté de présenter les révoltes qui se développent aujourd'hui en Afghanistan comme un «complot de l'étranger» visant à empêcher les «réformes sociales» entreprises. Sans doute, le nouveau régime, tentant de rallier la paysannerie qui compose la majorité de la population, a-t-il engagé une réforme agraire qui met en cause certaines structures féodales. Mais cette réforme, imposée par un parti venu au pouvoir, hors de toute mobilisation des masses, par un putsch militaire, peut-elle sérieusement répondre aux besoins des masses ? La réforme agraire en Iran conduite par le Shah a montré comment une «modernisation» de l'agriculture, ébranlant les structures féodales, pouvait avoir aussi des conséquences désastreuses pour les masses paysannes, (exemple : la liquidation brutale du système traditionnel d'irrigation) si celles-ci n'avaient pas les moyens d'exprimer démocratiquement leurs besoins et d'imposer qu'ils soient pris en compte. Surtout, face aux difficultés pour développer le pays, le régime afghan a résolument

opté pour une dépendance accrue vis-à-vis de l'URSS. Et l'exemple du DERG en Ethiopie est là pour montrer quelle genre de politique sociale, dans les villes et les campagnes, pratiquent les «protégés» de l'URSS.

Aujourd'hui en Afghanistan, ce sont l'aviation et les conseillers soviétiques qui sont de plus en plus chargés de «régler» à leur manière les contradictions surgies entre une partie importante de la population et le pouvoir central, au cours de la mise en œuvre par celui-ci de sa politique autoritaire de «réformes». Ce processus conduit à un assujettissement croissant vis-à-vis de l'URSS considéré de plus en plus par le régime afghan comme son point d'appui décisif.

Depuis janvier les combats ont redoublé de vigueur entre certaines minorités nationales (les Patchounes en particulier) et religieuses et les troupes du pouvoir central. Un des mouvements qui participe à la rébellion, le «Front National de Libération» afghan, affirmait récemment mener des opérations dans 15 des 29 provinces que compte le pays. Dans l'Ouest du pays, à Herat les rebelles ont tenu la ville pendant plusieurs jours, tuant plusieurs conseillers soviétiques et des membres de leurs familles. Niant la réalité de l'opposition, le président Taraki prétend qu'il n'y a pas de résistance à notre révolution mais des interférences étrangères dont nous avons la preuve ; il met en cause notamment l'Iran et le Pakistan, pays frontaliers qui ont vivement démenti ces allégations. L'URSS dont l'engagement n'a cessé de s'accroître dans les combats et qui organise des ponts aériens pour ravitailler l'Afghanistan en armements, multiplie les déclarations sur les ingérences étrangères, alors que sa pénétration aggrave la situation dans le pays et lui permet d'étendre son implantation dans la région.



Aperçu sur l'Afghanistan

Situé au carrefour des routes de l'Asie du Sud, l'Afghanistan partage ses frontières au Nord avec l'URSS, à l'Ouest avec l'Iran, au Sud avec le Pakistan et à l'Est avec l'Inde et la Chine.

Pays de 16 millions d'habitants, dont 85 % de la population est encore analphabète, l'Afghanistan reste parmi les pays les plus pauvres et les moins développés du monde (le revenu annuel par habitant est de 80 dollars). Disposant de faibles ressources, si l'on excepte le gaz naturel entièrement exporté vers l'URSS et du minerai de fer, le pays demeure essentiellement agricole (l'agriculture occupe 80 à 85 % de la population) et importe pratiquement tous les produits nécessaires à la consommation intérieure, d'où son étroite dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère. Les cadres afghans, s'ils sont médecins, juristes, diplomates, parlent le français, ingénieurs et militaires, le russe ; policiers ou exportateurs, l'allemand. L'anglais, lui, est parlé un peu par tout le monde. Les deux tiers des dépenses de développement sont financés par l'aide étrangère. L'URSS était déjà le premier partenaire économique et financier de l'Afghanistan avant le coup d'Etat d'avril 78 avec une aide financière totale de l'ordre de 500 millions de dollars dont elle se rembourse avantageusement par l'importation du gaz naturel afghan. Les USA, qui fournissaient

une aide de l'ordre de la moitié de l'aide soviétique, ont ramené leur aide annuelle pour 1978 à 20 millions de dollars. Le secrétaire d'Etat américain pour les affaires politiques a déclaré en juillet dernier que son pays «souhaitait maintenir des relations aussi normales que possible» avec l'Afghanistan. L'aide étrangère a été l'occasion d'une compétition entre pays riches et d'un accroissement de la pénétration étrangère, soviétique en particulier. Déjà en 64, la route construite par les ingénieurs soviétiques entre l'Amou-Daria et la frontière pakistanaise, conçue pour le passage des chars lourds, avait accompagné la construction d'une autre route par les Américains. De même, ces derniers ont construit l'aéroport international de Kandahar, alors que les Soviétiques venaient de terminer celui de Kaboul.

La population se compose de 2 à 3 % de minorités : Baloutches, Brahuris, Arabes, Nouristani... ; plus de 15 % d'ethnies turques qui regroupent Ouzbeks, Turkmènes, Kazakhs et Kighizes installés dans les provinces du Nord ; plus de 10 % d'Hazaras, mongols iranisés vivant dans les montagnes du centre ou à Kaboul ; plus de 30 à 35 % de Tadjiks sédentaires, descendants d'une vieille souche iranienne et premiers occupants du pays, dont la langue «Dari» — ou vieux persan — est l'une des langues officielles parlées par plus des deux tiers de la population. Enfin, 35 % des Patchounes constituent l'ethnie dominante du pays depuis le 18^e siècle.

LIBAN

AGRESSIONS ET MENACES PERMANENTES D'ISRAËL

Après les attaques de dimanche, lundi et mardi, c'est à une politique dite de «représailles continues» c'est-à-dire en fait d'agressions et de menaces permanentes que se livrent les sionistes au Liban. Après des attaques combinant l'invasion de blindés, les tirs de la marine et les bombardements de l'aviation, l'armée sioniste a étendu son champ d'action toujours davantage vers le Nord à partir de la frontière, atteignant la ville de Saïda. Mercredi, l'aviation sioniste a survolé les camps palestiniens de Beyrouth. L'armée de Begin, utilisant des bombes à fragmentation inventées par les Américains dans leur guerre en

Indochine, a fait des dizaines de victimes parmi les populations libanaise et palestinienne. Des milliers de réfugiés ont à nouveau dû quitter leurs villages du Sud. L'artillerie de la Résistance a vigoureusement riposté. La tactique des sionistes semble donc être aujourd'hui de faire des incursions et des agressions répétées au Liban pour terroriser la population, alors que les tentatives de sécession de leurs agents fascistes de la «ceinture de sécurité» se soldent par un échec.

En même temps, Begin a annoncé la création de deux nouvelles colonies en Cisjordanie. Il a affirmé

qu'il fallait y implanter «le plus grand nombre possible de juifs». Pour cela, il propose de nouvelles mesures juridiques permettant de «réquisitionner» les terres arabes.

Ainsi, au moment même où l'Égypte va échanger avec l'État sioniste les documents du traité, les conséquences dangereuses de ce traité apparaissent sur le terrain en Cisjordanie et au Liban où les sionistes se sentent les mains libres pour développer leur politique d'expansion et d'agression. Cette situation va mettre en difficultés Sadate qui a tenté de présenter le traité de capitulation comme un «règlement global». Le

gouvernement égyptien a d'ailleurs condamné les agressions sionistes, affirmant qu'elles étaient «en contradiction avec les efforts pour instaurer une paix globale au Moyen-Orient» et qu'elles auraient «un effet négatif sur la réalisation des accords du traité de paix et sur les efforts pour réaliser un juste règlement de la question palestinienne». C'est dans ce climat que devait s'effectuer mercredi l'échange des documents du traité. Devant la situation actuelle, Sadate aura de plus en plus de mal à rendre crédible au peuple égyptien sa politique d'illusion.

J.P.C.

RHODÉSIE

MUZOREWA : UN RENÉGAT A LA TÊTE DU POUVOIR FANTOCHE



La signature de l'accord. De G. à D. l'évêque Muzorewa, le premier ministre Smith, Chirau et Sithole.

Après les élections en Rhodésie au cours desquelles Smith avait mobilisé tous les colons pour «protéger» les urnes et encadrer la population d'un pays qu'il ne contrôle plus, c'est l'évêque Muzorewa qui va devenir premier ministre. La presse fait grand cas de ce «dirigeant noir». Le «petit évêque» est un pasteur méthodiste qui a fait ses études aux USA. A partir de 1965, il fera

partie de ces «élites africaines» qui se portent à la tête du mouvement de libération. En 1971, il fait partie des fondateurs de l'ANC qui tentent de réunifier les différents courants du mouvement de libération. Mais déjà ses ambitions personnelles, son opposition avec Sithole (aujourd'hui son compère et rival au sein du régime rhodésien) divisent et affaiblissent le mouvement. Au fur et à mesure que la lutte de libération se développe sur le terrain et que ses objectifs révolutionnaires se précisent, Muzorewa apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : un politicien jouant un jeu personnel, pratiquant une politique de scission et préconisant la voie parlementaire.

En novembre 1976, lors de la conférence de Genève sur le Zimbabwe, il ne représente qu'un petit groupe sans forces armées. A ce moment, la ZANU et la ZAPU, représentant toute la guérilla, s'unissent dans le Front Patriotique. A l'ouverture de la conférence, l'évêque déclare «nous parlerons

d'une seule voix», ce qui ne l'empêche pas un mois après, d'insulter la délégation du Front Patriotique devant les Anglo-Américains en l'accusant de ne pas faire assez de concessions au raciste Smith !

Dès lors, il a définitivement choisi son camp. D'ailleurs les USA s'intéressent de plus en plus à ce personnage qui peut jouer un rôle-clé dans la solution de replâtrage du pouvoir raciste qu'ils préconisent. En octobre 1977, quand Smith fait son offre de «pouvoir de la majorité», Muzorewa l'accueille favorablement. Les négociations de Smith avec Muzorewa et les autres fantoches aboutissent à l'accord de «règlement interne» de mars 1978. Ministre du «gouvernement intérimaire» de Smith, il cautionne les fausses réformes de l'apartheid et s'associe à la guerre menée contre le peuple du Zimbabwe. De temps à autre, il verse une larme de crocodile sur les massacres.

La «popularité» de Muzorewa n'est qu'une illusion. Il réunit, bien sûr,

des milliers de fidèles de son église à Salisbury quand il fait un meeting : ils viennent en cars de tout le pays, ce sont toujours les mêmes. Pendant l'été 78, quand il a voulu envoyer des hommes à lui pour négocier le ralliement des guérilleros, aucun n'est revenu : ils ont été tués ou faits prisonniers par les combattants. Muzorewa lui-même a toujours un gilet pare-balles et vit dans une villa-forteresse.

Aujourd'hui, le renégat du mouvement de libération sera premier ministre d'un régime où les colons blancs auront officiellement le contrôle de l'économie, de l'armée et de la «justice». Il ne représente qu'une poignée de bourgeois africains avides de collaboration avec l'impérialisme. Même si le régime rhodésien, relayé par la propagande occidentale, va se mettre en avant pour tenter d'obtenir sa reconnaissance et la levée des sanctions économiques, Muzorewa n'est qu'un traître aux yeux du peuple du Zimbabwe et de l'Afrique.

Iran : le vice-premier ministre Yazdi écarté de ses fonctions

Vice-premier ministre chargé des «Affaires révolutionnaires», Ibrahim Yazdi quitte ce poste pour se charger des Affaires étrangères.

Officiellement, il s'agit d'une promotion, mais cette personnalité importante du gouvernement a été sévèrement critiquée dans la presse iranienne, qui le désigne comme un ennemi des libertés. D'autre part, sa responsabilité a été mise en cause dans l'arrestation des fils de Taleghani.

Au Kurdistan, la situation reste tendue. L'armée, appuyée par des blindés et quelques centaines de membres des Comités Khomeiny, a pris le contrôle de Naghadeh où les affrontements de la semaine dernière ont fait près de deux cents morts.

A Téhéran, le Forgham, organisation qui se réclame de l'Islam, a revendiqué l'attentat qui a coûté la vie au général Gharani, l'ancien chef d'état-major de l'armée iranienne. Le général Gharani avait été nommé à la tête de l'armée iranienne après la chute du Shah. Il était connu pour ses liens avec l'impérialisme américain, qui se sont confirmés par ses déclarations favorables au maintien de la présence militaire américaine en Iran : il est également responsable de la répression contre le peuple kurde insurgé. Il fut contraint de démissionner il y a quelques semaines par le mouvement de protestation des forces démocratiques et révolutionnaires.

Cambodge : l'artillerie vietnamienne mitraille le territoire thaïlandais

Alors que les combats continuent à faire rage dans les régions occidentales du Cambodge proches de la frontière thaïlandaise, l'artillerie vietnamienne a tiré sur plusieurs milliers de réfugiés et de soldats cambodgiens qui transitaient alors en territoire thaïlandais. Cette nouvelle attaque accroît la tension à la frontière, la Thaïlande étant de plus en plus menacée par l'offensive vietnamienne au Cambodge.

Nouveau missile soviétique en RDA

Selon le Pentagone, l'Union Soviétique a commencé à déployer un nouveau missile nucléaire tactique en Allemagne de l'Est. Il s'agit du SS 21, d'une portée de 120 kilomètres, et pouvant porter une charge supérieure en puissance à la bombe d'Hiroshima. Il semble que ce soit la première fois, depuis dix ans, que l'URSS renforce ainsi son potentiel nucléaire dirigé contre l'Europe. Les USA envisageraient, après cette mesure soviétique, de moderniser l'arsenal nucléaire de l'OTAN.

RACISME A BOULOGNE BILLANCOURT

A la SLIC, entreprise de caoutchouc fabricant des joints pour l'automobile, les cadres et les employés sont français, les 50 ouvriers sont tous immigrés et adhérents à la CFDT. Ils ont même fait plusieurs grèves depuis 73. Les délégués ouvriers immigrés sont l'objet en plus de la répression syndicale habituelle, de brimades racistes de la part de la direction, auxquelles participe le personnel d'encadrement.

En mars 78, un délégué est convoqué au commissariat. A son arrivée, en compagnie d'un inspecteur en civil, l'attendent le directeur et un contremaître qu'il aurait, paraît-il, menacé de mort. Les faits étaient tellement inconsistants que la police dut classer l'affaire.

En novembre 78, c'est un autre délégué qui est convoqué par le chef du personnel ; dans le bureau 4 inspecteurs l'attendaient. Il est soupçonné de détenir

15 kilos de drogue. La fouille de son vestiaire ne donne rien, la fouille de son appartement, négative aussi, mais on lui conseille de ne pas jouer les gros bras à la SLIC. En février, le chef du personnel demande à ce même délégué sa carte de résident, sans aucune explication. Refus du délégué. On sait combien la perte de cette carte peut être dangereuse pour un immigré. «J'en ferai part à la police» lui dit le chef du personnel. Après un petit conflit dans son secteur, il est de nouveau convoqué au commissariat où on lui fait remarquer que le renouvellement de sa carte en 1980 pourrait être remis en cause s'il ne se tient pas tranquille à la SLIC.

Toutes ces dénonciations anonymes ne peuvent venir que de la direction de la SLIC, toutes ces tracasseries n'ont pu être provoquées que par la direction.

EXPLOSION AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS

Une explosion a causé d'importants dégâts au Palais de Justice de Paris. Il n'y a pas de victimes. Cet acte a été revendiqué par le Front national de Libération de la Corse (FNLC) par un coup de téléphone à l'AFP : «Nous ne reconnaissons pas à la justice française, outil de répression aux mains de l'Etat, le droit de nous juger», a-t-il été déclaré dans ce communiqué.